

Intelligence artificielle : les atouts sous-estimés de la France

La France peut-elle encore s'imposer parmi les champions de l'IA ? Une question abordée lors de la 5ème édition de la Maddy Keynote qui s'est tenue le 31 Janvier dernier au Centquatre-Paris .

Temps de lecture : minute

5 mars 2020

Dans la course mondiale à l'IA, la Chine et les États-Unis mènent le peloton de tête. Les deux puissances ont très vite pris la mesure des opportunités qu'offre cette technologie dans des domaines aussi larges que le commerce, les services, l'armement ou encore la santé. Leurs investissements massifs dans l'IA, combinés aux milliards de data récoltées via leurs géants numériques, GAFAM et BATX, leur permettent d'asseoir leur domination technologique sur le monde. Selon une étude du cabinet PwC, la Chine et les États-Unis capteront, à horizon 2030, 70 % des bénéfices financiers qu'apportera l'IA à l'économie mondiale. Face à la puissance de Pékin et de la Silicon Valley, l'Europe tente de s'imposer comme une troisième voie de l'IA et le rôle de la France pourrait y être déterminant, notamment sur les questions de calcul haute performance.

L'Europe doit choisir ses batailles

" Il y a des batailles qui sont perdues d'avance. En matière de data, l'Europe a pris énormément de retard et les milliards d'euros investis aujourd'hui ne suffiront pas à le rattraper. Mais il existe des batailles sur lesquelles la France et l'Europe ont de sérieuses chances ! " souligne d'emblée Milie Taing, fondatrice de la startup [Lili.ai](#). En matière d'intelligence artificielle, la compétition mondiale est rude. Lorsqu'il est

question d'IA appliquée au B2C, le retard engrangé par l'Europe vis-à-vis de ses concurrents chinois et américains semble irrattrapable compte tenu de la quantité astronomique de données récoltées depuis plus d'une décennie par les géants Amazon, Google et autre Alibaba. Il est néanmoins un secteur dans lequel les pays européens, au premier rang desquels la France, ont tout intérêt à se positionner en matière d'intelligence artificielle : l'industrie. " *Les grands acteurs industriels français et européens ont cumulé de la data dans des domaines extrêmement variés tels que l'énergie, le nucléaire ou encore l'aérospatial. C'est sur ces atouts qu'il faut miser pour assurer notre compétitivité. Il ne faut surtout pas imiter les autres !* " explique Milie Taing. La région Ile-de-France aspire d'ailleurs à devenir la première région d'Europe en matière d'IA appliquée à l'industrie. Une ambition légitime à l'heure où 50% des entreprises et équipes de recherche françaises spécialisées en intelligence artificielle se regroupent sur le territoire francilien. A travers son ambitieux plan " Intelligence Artificielle 2021 " , la région IDF tend à mettre en place un ensemble de mesures visant à faciliter l'usage de l'IA pour les PME et ETI franciliennes, à mutualiser les données industrielles des différents acteurs économiques présents sur la région, ou encore à mettre en place des formations en IA accessibles aux jeunes et aux demandeurs d'emploi. " *Nous concentrons nos investissements sur l'IA au service de l'industrie. En tant qu'acteur régional, nous incitons les ETI et grosses PME à se saisir des opportunités qu'offre l'IA pour accélérer et augmenter leur croissance* " explique Bernard Giry, conseiller numérique, innovation et recherche au sein du Conseil Régional d'Île- de-France.

Autre atout et pas des moindres dont dispose la France sur un marché de l'IA dominé par la Chine et les États-Unis : un écosystème de startups extrêmement développé et performant en matière de machine learning. La startup Lili.ai en est un exemple. Cette société lancée en 2016 utilise l'IA dans la gestion et la sécurisation de projets de grande ampleur. Forte de son expertise, l'entreprise Lili.ai a récemment retenu l'attention du

jury de la prestigieuse compétition AI Xprize, une " coupe du monde " de l'IA organisée tous les 4 ans par l'américain IBM. L'expertise et l'innovation portées par les startups françaises en matière d'IA incitent les grands acteurs économiques à investir dans des campus dédiés à l'intelligence artificielle. C'est le cas de la société de services numériques Atos qui a choisi de renforcer davantage ses liens avec les entrepreneurs français. " *Nous avons créé avec Atos neuf laboratoires d'innovation répartis sur l'ensemble du territoire français. Ces centres ont pour vocation de devenir des aimants digitaux, dont l'objectif est d'attirer des startups qui souhaitent travailler avec nous et accélérer leur développement industriel en matière d'IA* " souligne Jean-Philippe Poirault, directeur général Europe du Sud d'Atos.

La France, championne du calcul haute performance

En matière de calcul haute performance, la France n'a en effet rien à envier à ses concurrents américains ou japonais. Le groupe informatique Atos est l'un des leaders mondiaux dans le domaine. " *Nos supercalculateurs sont aujourd'hui vendus aux grands players américains qui reconnaissent unanimement notre expertise en la matière* ", souligne Jean Philippe Poirault.

Ainsi, le développement de supercalculateurs permettant de traiter des gros volumes de données en temps réel (le supercalculateur Joliot est le plus puissant des superordinateurs français dédiés à la recherche française et européenne et peut atteindre les 22 pétaflops) représente un enjeu stratégique pour l'Europe et la France dès lors qu'il permet aux entreprises de réduire considérablement leurs coûts de développement et d'améliorer leur productivité. Par ailleurs les supercalculateurs jouent un rôle essentiel au développement de l'Intelligence Artificielle. " *Atos vient de remporter un contrat de plusieurs dizaines de millions d'euros avec*

Météo France. Nous allons fournir à l'entreprise deux supercalculateurs capables de traiter 20 millions de milliards d'opérations par seconde. Cela va lui permettre d'affiner ses prévisions météorologiques et simuler les conséquences du dérèglement climatique à l'échelle mondiale " ajoute Jean Philippe Poirault. Et la 5G dans tout cela ? L'implémentation prochaine de cette cinquième génération de communications mobiles à haut débit en France représente une aubaine pour les acteurs de l'IA compte tenu de son temps de latence inférieur à 1 milliseconde (vs 20 millisecondes pour la 4G) et ses performances en termes de transmissions de données.

L'IA, au service de la souveraineté numérique européenne

Pour répondre aux enjeux de souveraineté numérique, le nerf de la guerre technologique reposera sur le développement d'une intelligence artificielle nationale et européenne (La Commission Européenne a présenté le 19 février 2020 un rapport présentant la stratégie européenne en matière de données et d'intelligence artificielle), autonome vis-à-vis des opérateurs chinois et américains en matière d'exploitation des données. Selon une récente étude réalisée par le cabinet Carvea Consulting, 78% des français estiment que la souveraineté numérique est aussi importante que l'armée ! Les récents scandales qui ont touchés les GAFAM quant à la gestion abusive des données personnelles (cf. Cambridge Analytica-Facebook) justifie cette crainte grandissante des Français quant à l'utilisation de leurs informations. Dans ce contexte, la consolidation d'une souveraineté numérique européenne respectueuse du respect de la vie privée est essentielle pour la sécurité et la souveraineté économique des Etats et des entreprises. " *De nombreuses industries françaises et européennes ont basé leur métier sur la monétisation de biens matériels. Or, nous assistons à un changement de paradigme. Aujourd'hui, c'est la donnée industrielle qui est monétisée. Notre leitmotiv*

chez Atos est d'accompagner cette transformation de l'industrie dans sa gestion de l'espace informationnel tout en sécurisant les données ", explique Jean Philippe Poirault.

La région IDF a quant à elle lancé en octobre dernier un appel à projet dans le cadre de la création d'un réseau francilien de recherche portant sur la souveraineté numérique et les monnaies digitales. L'objectif est de développer, *in fine*, une monnaie digitale francilienne afin de contrer l'émergence des cryptomonnaies initiée par les GAFAM à l'instar de Libra, le projet de monnaie de Facebook. " *La notion de souveraineté s'applique aussi sur la monnaie. Nous devons être offensifs et proposer des solutions sur ces questions.* " souligne Bernard Giry, conseiller numérique, innovation et recherche au sein du Conseil Régional d'Île-de-France. Les projets retenus dans le cadre de ce programme seront subventionnés à hauteur de 200 000 euros par la région francilienne.

Maddyness, partenaire média d'Atos

Article écrit par Maddyness, avec Atos